

Nous publions un extrait du dernier livre d'Alain Bihr : Face au Covid-19 : nos exigences, leurs incohérences (Syllepse, 2021). Il y analyse la double crise que la pandémie de Covid-19 a révélée, celle du système capitaliste mais aussi celle des forces d'alternative, et avance quelques pistes pour sortir de la torpeur.



Zizanie et apartheid dans le village planétaire

Mise en circulation par Marshall Mc Luhan dans les années 1960, la métaphore du village planétaire n'a cessé de servir pour désigner les effets de contraction de l'espace-temps dans lequel la « mondialisation » capitaliste nous fait vivre. Une contraction que la pandémie de Covid-19 aura illustrée de manière spectaculaire : apparu au centre de la Chine (Wuhan) dans les dernières semaines de 2019, le coronavirus qui en est responsable n'aura mis que quelques semaines à se répandre (inégalement cependant) sur l'ensemble des continents, à l'échelle et à la vitesse de la circulation contemporaine des marchandises, des capitaux et des personnes. Mais cette pandémie aura révélé bien plus profondément certaines limites, fractures et en définitive contradictions à l'intérieur de cette « mondialisation », que certains plumitifs avaient pourtant naguère prophétisée heureuse. Si bien que, sous le régime du capital, la planète n'a rien non plus d'une communauté villageoise unifiée et pacifiée.

Quand les États se comportent en chiffonniers

Pour commencer, contrairement à ce que la vulgate néolibérale renforcée par de nombreuses études académiques a laissé entendre depuis des décennies, la « mondialisation » n'a nullement rendu caduques et inutiles les États, y compris dans leur forme et dimension nationales (les États-nations). Certes, le procès immédiat de reproduction du capital, unité de son procès de production et de son procès de circulation,

s'est « mondialisé » : en témoignent la « mondialisation » de la circulation des marchandises et des capitaux tout comme la « mondialisation » des « chaînes de valeur » (la segmentation des procès de production entre des lieux dispersés, en l'occurrence situés dans différents États, faisant appel à des forces de travail inégalement qualifiées et productives et inégalement rémunérées), en donnant ainsi une dimension planétaire à « l'usine fluide, flexible, diffuse et nomade » qu'affectionnent les entreprises transnationales.

Mais il n'en a pas été ainsi, ou alors à un bien moindre niveau, de la production et reproduction de l'ensemble des conditions sociales générales du procès immédiat de reproduction du capital, dont les États restent les maîtres d'ouvrage et même, en bonne partie, les maîtres d'œuvre. Par exemple, via l'appareil familial (la famille nucléaire, sa division inégalitaire du travail entre sexes et ses tutelles étatiques), l'appareil scolaire, l'appareil sanitaire, l'appareil policier et judiciaire, etc., la reproduction de la force sociale de travail (dont nous avons vu qu'elle est indispensable à la valorisation du capital) reste toujours et encore l'affaire des États-nations, tant dans leurs instances centrales que dans leurs instances décentralisées (régions, métropoles, communes, etc.). C'est ce qui justifie de parler non pas de « mondialisation » ou de « globalisation » mais, plus justement, de transnationalisation du capitalisme.

Cette architecture de la reproduction du capital, qui semble fonctionnelle et qui l'est dans le cours ordinaire de la reproduction, manifeste au contraire dans les conditions actuelles la contradiction potentielle sur laquelle elle repose : celle entre un espace de reproduction immédiate du capital aux dimensions planétaires tandis que les appareils assurant la (re)production de ses conditions sociales générales restent dimensionnés et normés à l'échelle nationale. Si un virus apparu en Chine centrale a pu donner naissance à une pandémie planétaire en à peine quelques semaines, c'est bien évidemment à l'extension et à l'intensification de la circulation des marchandises et des hommes, inhérentes à la « mondialisation » du procès de reproduction immédiat du capital, qu'on le doit. Mais, simultanément, ce phénomène pathologique mondial est censé être jugulé par des États-nations agissant en ordre dispersé et chacun pour son compte propre, en érigeant en priorité la défense de l'état sanitaire de leur population respective. Ce qui conduit à transformer un monde la veille encore ouvert aux quatre vents de la « mondialisation » (pourvu qu'on ne soit pas un·e « migrant·e économique », un·e requérant·e d'asile ou un·e « réfugié·e climatique ») en une mosaïque d'États qui se ferment les uns aux autres, en érigeant à nouveau des barrières à leurs frontières et en réaffirmant, quelquefois manu militari, le principe de leur souveraineté territoriale.

Dans ces conditions, les appareils sanitaires nationaux n'ont pas seulement été privés de coopération entre eux, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se contentant de jouer le rôle de lanceur d'alertes répétées et d'émetteur de recommandations de bonnes pratiques. Ils ont encore été rapidement mis en concurrence dès lors qu'ils se sont adressés tous en même temps aux seules industries capables de leur fournir médicaments et équipements sanitaires pour lutter contre la Covid-19. Ainsi aura-t-on vu, au début de la pandémie, des États membres de la très civile Union européenne se disputer des lots de masques comme de vulgaires chiffonniers. Leur concurrence a été d'autant plus aiguë et féroce que, de surcroît, la « mondialisation » du capital avait opéré aussi au sein de ces industries, conduisant à les délocaliser et concentrer dans certains « États émergents » (la Chine et l'Inde notamment), en privant du coup nombre d'États centraux (y compris en Europe) de toutes ressources de cet ordre sur leur propre territoire. Ils ont réalisé à ce moment-là combien ce processus, par ailleurs encouragé par les politiques néolibérales de restrictions budgétaires, les ont rendus dépendants et ont précarisé la sécurité sanitaire de leurs

Se moquer du ci-devant tiers-monde comme du quart

Par ailleurs, en toute rigueur, la lutte contre l'actuelle pandémie suppose que l'immunité collective soit réalisée aux dimensions de cette dernière. Ce qui implique que la majeure partie de l'humanité puisse bénéficier de la vaccination, à moins de compter là encore cyniquement sur les effets de la pandémie elle-même. Tolérer qu'une partie seulement le soit ou même que les progrès de la vaccination au niveau mondial tirent en longueur, ce serait courir un double risque. Le moindre serait de perdre en partie le bénéfice de la vaccination : le virus se perpétuant au sein des populations non vaccinées et se jouant des frontières, d'autant plus que celles-ci se doivent de rester poreuses pour que les affaires courantes puissent se poursuivre, la pandémie reprendrait périodiquement son cours parmi les populations en cours de vaccination ; ce serait en somme la réédition du scénario des « vagues » successives mais à un niveau planétaire. Bien pire encore, en perpétuant de la sorte la circulation du virus, on multiplierait les variants de ce dernier et, avec eux, la probabilité qu'en émergent de plus contagieux ou de plus virulents encore que ceux déjà apparus, dont certains pourraient éventuellement déjouer complètement l'effet protecteur des vaccins. Bref ce serait jouer à la roulette russe.

Et c'est pourtant dans ce jeu mortifère que les gouvernements des États centraux de la planète se sont engagés. Ayant largement financé la mise au point des vaccins, ils ont aussi été les premiers à pouvoir en faire bénéficier leurs populations pour autant qu'elles en aient voulu. Les premiers et pour l'instant les seuls. Car, en dépit de leurs engagements contraires à ce sujet, pourtant régulièrement renouvelés, leur contribution à la mise à disposition des vaccins au bénéfice des populations de la périphérie mondiale par l'intermédiaire du dispositif Covax, mis en place par l'OMS en collaboration avec l'ONG Gavi, a été jusqu'à présent notoirement insuffisante au point que la vaccination y est encore quasi-nulle : « Au rythme actuel de vaccination, il faudrait cinquante-sept ans aux pays à faibles revenus pour atteindre le même niveau de protection que celui des pays du G7 », selon l'ONG Oxfam.

Il y a bien évidemment de solides raisons à l'instauration de cet apartheid sanitaire au niveau mondial. La première est d'ordre financier. C'est que les vaccins coûtent cher et que les finances publiques des États centraux, déjà mises à mal par les politiques budgétaires d'inspiration néolibérales poursuivies depuis quatre décennies, ont été encore fortement dégradées par les mesures de soutien à « l'économie » (entendons le capital) rendues nécessaires par la pandémie. Il y aurait certes la possibilité de contraindre les groupes pharmaceutiques producteurs des vaccins à les livrer à leur prix coûtant, très nettement inférieur à leur actuel prix de marché. Les arguments en ce sens ne manqueraient pas : outre l'état de nécessité dans lequel se trouve la population mondiale, les États centraux pourraient faire valoir qu'ils ont très largement financé la mise au point de ces vaccins, pour suspendre ou annuler les brevets qui permettent actuellement à ces groupes de réaliser de somptueux profits. Mais les quelques voix (y compris celle, hypocrite, de Joe Biden) qui se sont fait entendre en ce sens ont provoqué une réplique outragée unanime de Boris Johnson, Emmanuel Macron, Angela Merkel, Ursula von der Leyen et consorts : les contrats doivent être honorés et le seront ! Manière de réaffirmer leur attachement au sacro-saint principe qui veut que, si on socialise les coûts, les bénéficiaires ne peuvent qu'être privatisés.

De plus, aujourd'hui plus que jamais, la périphérie mondiale (soit la banlieue, voire les confins, du village planétaire) est le siège de la « surpopulation relative », qui sert d'« armée de réserve » au capital (Marx). En effet, la dernière phase en date de la « mondialisation » capitaliste a consisté, à coups de libéralisation de la circulation internationale du capital, impliquant notamment la délocalisation de segments des procès de production des formations centrales vers les formations périphériques, à étendre considérablement les dimensions de cette « armée de réserve », moyennant l'expropriation de centaines de millions de paysans dans les campagnes asiatiques, africaines et latino-américaines, de manière à soumettre le prolétariat des formations centrales à leur concurrence et à le contraindre d'accepter la stagnation voire la baisse de ses salaires et la dégradation de ses conditions d'emploi et de travail.

L'opération a tant et si bien réussi que les directions capitalistes centrales peuvent se désintéresser plus encore aujourd'hui qu'hier du sort du gros de ces néoprolétaires tout comme de leurs confrères de classe plus anciens, tant ils sont désormais surabondants. En conséquence, ils peuvent laisser libre cours à leur mépris de classe à leur égard, le cynisme se doublant ici sans doute de relents racistes hérités de la période coloniale. Si un Macron peut penser et dire qu'« une gare [parisienne], c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien », quelle idée peut-il se faire des migrant·es intérieur·es chinois·es employé·es dans les sweatshops ouverts dans les zones spéciales du Guangdong ou du Fujian ou des ouvrières servant de chair à profit dans les maquiladoras du nord du Mexique ? Que, ce faisant, il crée les conditions d'un futur effet boomerang de la pandémie au niveau planétaire, qui viendra une nouvelle fois déjouer son scénario de « sortie de crise », illustre combien il reste prisonnier, tout comme ses homologues étrangers, des contradictions inhérentes aux rapports de production dont ils se veulent, tous, de zélés gestionnaires.